



LE DEVOIR

Vol. XCV N° 230

LES SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 OCTOBRE 2004

2,18\$ + TAXES = 2,50\$

Les activistes de l'immigration

*Anarchistes
et altermondialistes
transposent leur lutte dans
le quotidien des gens d'ici*

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Si le mouvement altermondialiste québécois s'est révélé dans toute son ampleur au Sommet des Amériques de Québec en 2001, il a depuis mûri et plusieurs de ses militants ont choisi des causes concrètes pour transposer la lutte dans le quotidien des gens d'ici. C'est dans cette mouvance que le collectif Personne n'est illégal a vu le jour en 2002 afin de militer pour les droits des réfugiés.

Anarchistes, radicaux, prônant l'abolition des frontières, les jeunes qui forment le collectif Personne n'est illégal ne rechignent pas à aider les réfugiés à naviguer dans le système complexe des lois de l'immigration. Ils mettent la main à la pâte, allant jusqu'à remplir des formulaires et prodiguer des conseils sur la façon de mieux toucher l'opinion publique pour influencer les autorités.

Paradoxal, pour des anarchistes? «Pas du tout», réplique Jaggi Singh, l'altermondialiste bien connu qui consacre maintenant l'essentiel de son militantisme à la cause des réfugiés. «On peut marcher et mâcher de la gomme en même temps.»

Son ami Stephan Christoff renchérit: «On a beau tenir uniquement un discours politique abstrait, s'il n'y a pas de focalisation sur des enjeux concrets, les idées ne veulent rien dire», lance le jeune anarchiste de 23 ans, qui ne se serait jamais imaginé il y a quelques années en train de rencontrer «des bureaucrates de l'immigration».

«On a beau tenir
uniquement un
discours politique
abstrait, s'il n'y a pas
de focalisation sur
des enjeux concrets,
les idées ne veulent
rien dire»

Ce journaliste indépendant, qui gagne sa vie en collaborant à des médias alternatifs aux États-Unis et au Proche-Orient, ne délaisse certes pas les manifestations antiguerre ou antimondialisation. «Mais la guerre a un visage ici: il faut s'occuper des gens persécutés ici», poursuit l'activiste, qui travaille plus particulièrement avec la Coalition contre la déportation des réfugiés palestiniens.

La plupart des militants qui forment le noyau de Personne n'est illégal — une dizaine de personnes — sont eux-mêmes issus de familles d'immigrants. «Je suis né dans une partie de l'Inde située entre Bombay et Delhi qui s'appelle Toronto!», blague Jaggi Singh, qui raconte avoir été témoin, comme plusieurs enfants d'immigrants, de l'humiliation de ses parents

VOIR PAGE A 10: ACTIVISTES

Kerry démolit le bilan de Bush

*Le candidat
démocrate surfe sur
le fiasco irakien et
la faible croissance
de l'emploi*

GUY TAILLEFER

D'attaque, John Kerry a surfé sur le fiasco irakien et des statistiques fraîches soulignant la faible croissance de l'emploi aux États-Unis pour démolir le bilan du président George Bush, lors du deuxième débat télévisé qui opposait hier soir les deux candidats à la présidence à l'université Washington, à St. Louis, au Missouri.

«Le président n'a pas trouvé d'armes de destruction massive en Irak, alors il transforme sa campagne en arme de tromperie massive», a déclaré d'entrée de jeu le candidat démocrate à la présidence, en accusant le président républicain de «bombarder» l'opinion de messages publicitaires négatifs l'accusant de changer sans cesse d'avis. «Je comprends que les gens pensent que M. Kerry change souvent de position parce que c'est vrai!», a dit Bush, qui s'est montré beaucoup plus agressif et pugna- que la semaine dernière à l'occasion du premier débat à Miami.

Ce deuxième débat, avec l'économie et l'Irak comme thèmes principaux, se déroulait sur le mode du town hall meeting, en vertu duquel des membres de l'auditoire posaient des questions aux candidats. Environ 140 électeurs ont été triés par la maison Gallup en fonction de leurs hésitations politiques. Leurs questions avaient été soumises à l'avance au modérateur Charles Gibson, chef d'antenne d'ABC, qui en a retenues une vingtaine. Ces partisans «mous» de l'un ou l'autre des candidats n'ont pas été faciles à trouver: selon un sondage Gallup, publié



George Bush



John Kerry

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

VOIR PAGE A 10: KERRY

36 secondes top chrono pour nettoyer une salle de bains

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Un préposé de l'hôpital Notre-Dame à Montréal dispose de 36 secondes top chrono pour nettoyer une salle de bains, et ce, quatre jours sur cinq, ce qui comprend la désinfection de toutes les surfaces, des cuvettes et des urinoirs, le vidage des poubelles, le remplissage des distributeurs de savon et le remplacement du papier hygiénique. Le cinquième jour, le préposé a 13 minutes pour faire le même travail en plus des tâches hebdomadaires qui comprennent la désinfection des murs, des douches, des bains et des fenêtres. Voilà le constat affligeant qu'une enquête de L'Actualité médicale a partagé avec Le Devoir hier.

VOIR PAGE A 10: HÔPITAL

BON CONGÉ

**Le Devoir ne sera pas publié
lundi, jour de l'Action de
grâce. De retour mardi.**

INDEX

Actualités..... A2	Idées..... B5
Annonces..... C8	Monde..... A7
Avis publics..... C5	Mots croisés..... C9
Bourse..... C2	Météo..... C9
Carrières..... C6	Perspectives..... B1
Décès..... C9	Politique..... A3
Économie..... C1	Rencontres..... D2
Éditorial..... B4	Sports..... C10

Roger Auque, une journée loin des bombes

«Je crois que la vraie guerre de Bagdad se déroulera bientôt»

PAUL CAUCHON

C'est la voix de Radio-Canada à Bagdad. Hier, il profitait de la vie dans un petit hôtel cosy du Vieux-Montréal. La veille au matin, il s'était couché à 4h après avoir participé à l'enregistrement de *Tout le monde en parle*, diffusée demain soir à Radio-Canada.

Une belle journée loin des bombes, donc. Mais par les temps qui courent, il fait également la tournée de ses différents employeurs parce qu'il est convaincu que la situation à Bagdad va encore se dégrader. «Continuer à risquer ma vie comme ça à 48 ans... À un moment donné, il faut arrêter», laisse-t-il tomber.

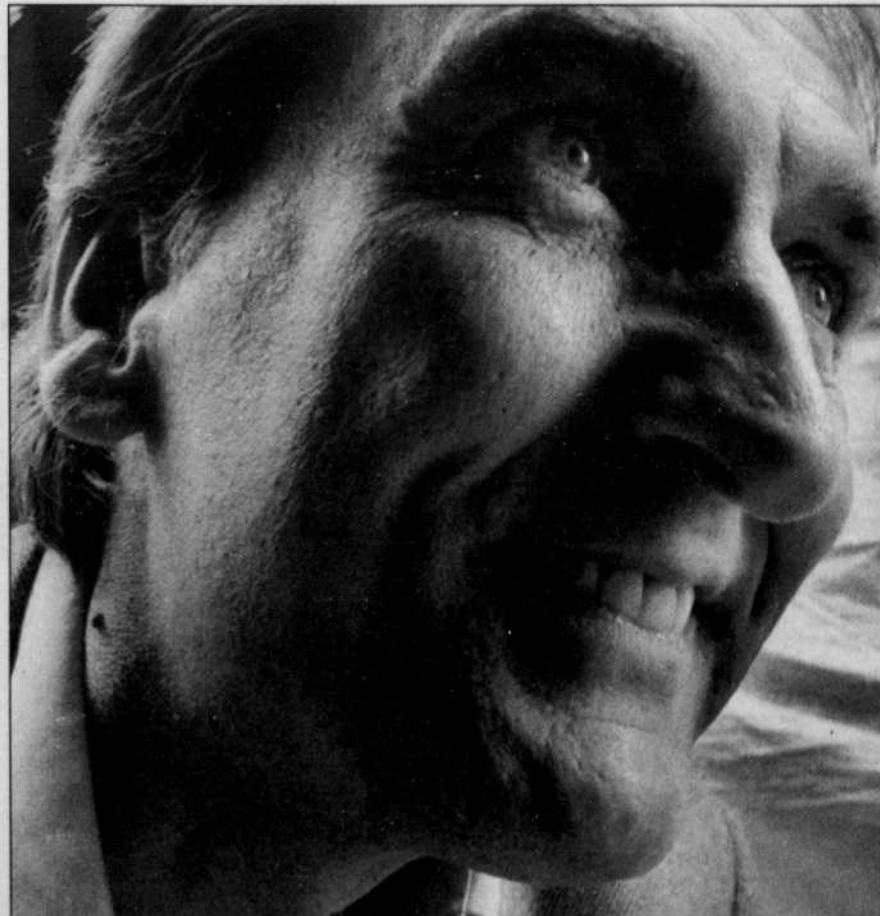
Journaliste depuis 25 ans, Roger Auque a eu un parcours exceptionnel. Au début de la vingtaine, il était parti couvrir la guerre au Liban, à Beyrouth, avant d'être enlevé et retenu en otage par le Hezbollah pendant près d'un an, une histoire qui a eu un retentissement à l'échelle mondiale. Libéré en 1987, il a par la suite été grand reporter pour *Paris-Match*, *Le Fi-*

garo Magazine et *VSD*, où il a couvert d'autres grands conflits internationaux mais également les grands faits divers et le cinéma.

Au moment où la guerre en Irak se préparait, Roger Auque, redevenu journaliste indépendant, était parvenu à obtenir un visa

pour entrer dans ce pays. Depuis le déclenchement de la guerre, «je n'ai pas arrêté de travailler», dit-il. Il produit des reportages pour LCI (la chaîne d'information continue de TF1 en France), TV5 France, Radio Monte-Carlo et la radio-télévision suisse-romande, mais «la moitié de mon travail et de mes revenus provient de Radio-Canada, la radio et RDI, dit-il. L'autre moitié provient des autres médias. Et c'est Radio-Canada qui me fournit le téléphone satellite. Je lui accorde donc la priorité».

Plusieurs médias ont des journalistes à Bagdad, explique-t-il, mais il reste à peine une quinzaine de journalistes occidentaux. Les trois grandes agences de presse AFP, AP et Reuters y ont des permanents, qui sont essentiellement



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Je limite mes déplacements parce que je n'ai pas envie d'être pris en otage, dit Roger Auque. J'y pense; c'est un flash-back de 20 ans en arrière, c'est un peu lourd psychologiquement.»

VOIR PAGE A 10: AUQUE

ACTUALITÉS

KERRY

SUITE DE LA PAGE 1

cette semaine, la proportion d'indécis est actuellement proche de zéro, ce qui est de l'ordre du jamais-vu.

Les sondages départageront les tendances, une fois la poussière retombée, mais M. Kerry a paru, comme la semaine dernière à Miami, plus calme et intellectuellement plus habile. Question après question, M. Kerry s'est montré plus sûr de lui, plus articulé face à un président qui, quoique plus mordant, a enfoncé les clous habituels et donné des signes d'exaspération. George Bush tentait visiblement de contrôler ses émotions après avoir été critiqué pour ses grimaces de dépit lors du premier débat.

Les deux hommes se sont affrontés sur la politique fiscale: «*Les yeux dans la caméra, oui, je vous le dis: je ne vais pas augmenter les impôts*», a assuré M. Kerry. «*Ce n'est pas crédible!*», s'est exclamé M. Bush dans sa réponse. «*Ce n'est tout simplement pas crédible de dire qu'il va continuer à baisser les impôts, et équilibrer le budget*», a assuré le président. Prenant le relais des statistiques sur l'emploi rendues publiques hier, M. Kerry a lancé: «*Le président Bush sera le premier président en 72 ans à se présenter devant les électeurs en affichant une économie qui a perdu des emplois pendant sa fonction*». Seulement 90 000 emplois ont été créés aux États-Unis en septembre, alors que les analystes tablaient sur au moins 150 000.

Les deux candidats se sont en outre affrontés sur les principales questions de politique intérieure, en particulier le coût de santé, trop élevé pour de plus en plus d'Américains. Au sujet de l'interdiction imposée par le président Bush de réimporter des médicaments du Canada, le président s'est défendu en déclarant: «*Je veux être sûr que ces médicaments ne vont pas vous nuire*». Réplique de M. Kerry: le Canada «*n'est pas un pays du tiers monde. Nous parlons de médicaments qui sont fabriqués ici aux États-Unis*».

Le ton est devenu grave lorsque des électeurs ont interrogé les candidats sur la recherche sur les cellules souches embryonnaires et l'avortement, qui divisent les Américains. M. Bush, très religieux, a répété que «*l'argent des contribuables*» ne devait «*pas être consacré à l'avortement*». Déclarant également que «*la religion a joué un rôle important dans [sa] vie*», M. Kerry s'est déclaré favorable au maintien du droit constitutionnel à l'avortement.

Mais c'est encore la question irakienne qui a, comme la semaine dernière, occupé le plus de place, chacun affirmant que l'élection de son rival créerait «*un monde plus dangereux*».

Qui a gagné la joute verbale? «*J'ai fait confiance à mes généraux*», a déclaré le président, pour expliquer l'entrée en guerre. Il a répété, parfois avec impatience, avoir épuisé toutes les avenues onusiennes avant de s'attaquer à la «*menace exceptionnelle*» que représentait Saddam Hussein. Il a qualifié de «*naïve et dangereuse*» la position de M. Kerry.

Ce dernier a multiplié les répliques assassines: «*Le rôle des militaires est de gagner la guerre. Celui du président est de gagner la paix*». Les États-Unis, a-t-il dit, peuvent reformer des alliances internationales sans compromettre leur rôle de leadership dans le monde. Il a raillé la coalition formée par l'administration Bush: «*Des pays quittent la coalition, aucun ne l'a rejointe. Si le Missourï participait à la coalition actuelle, ce serait la troisième force derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne*». Si les 200 milliards utilisés pour l'Irak l'avaient été pour l'Afghanistan, «*Oussama ben Laden serait en prison ou mort*», a-t-il dit.

Avez-vous commis des erreurs en Irak? a demandé le modérateur au président. «*La question est catégoriquement non*», a-t-il répondu. M. Kerry a répliqué: «*Je crois que le président a commis une énorme erreur, une erreur catastrophique en ne sachant pas bâtir une vraie coalition, en ne donnant pas de temps aux inspecteurs en désarmement pour finir leur travail et ne choisissant pas la guerre comme un dernier recours*».

M. Kerry a cassé l'élan du président dans les sondages la semaine dernière lors du débat sur la politique étrangère et la sécurité nationale, que se tenait à l'université de Miami, en parvenant à briser l'image du politicien contradictoire et indigne de confiance que les républicains avaient jusque-là réussi à fabriquer autour de lui. Aussi, ayant fort mal paru lors du premier débat, c'était hier au tour de M. Bush, placé sur la défensive, de tenter de remonter la côte.

Un nouveau sondage révélait hier que MM. Bush et Kerry sont au coude à coude dans la course à la Maison-Blanche. Selon Zogby/Reuters, l'avance du président sur son rival démocrate est maintenant de moins de 1 % (45,9 % contre 45,2 %), alors qu'il menait par six points il y a moins de deux semaines. Un autre sondage, publié par le magazine *Time*, donne tout à coup M. Kerry, qui traîne pourtant une réputation de froideur, plus «*sympathique*» que M. Bush.

Le sénateur du Massachusetts avait hier soir le choix des armes — et n'a pas hésité à s'en servir —, non seulement au sujet des chiffres décevants de l'emploi, les derniers à être publiés d'ici la présidentielle du 2 novembre, mais aussi sur la question irakienne. Car le ciel est pour ainsi dire tombé sur la tête de M. Bush, cette semaine, au sujet de l'Irak.

Lundi, l'ancien administrateur américain en Irak, Paul Bremer, affirmait que le nombre de soldats américains déployés en Irak n'avait «*jamais*» été suffisant pour faire face à l'après-Saddam Hussein. «*Nous avons payé le gros prix*», a-t-il déclaré. Le même jour, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, nuisait à la cause républicaine en affirmant: «*Je n'ai pas vu de preuves solides liant al-Qaïda et Saddam Hussein*» — écorchant l'une des principales lignes de défense du président.

Nouvelle tuile, mercredi: le rapport Duelfer, du nom du chef des inspecteurs américains en désarmement pour l'Irak. Dans un rapport accablant, Charles Duelfer en arrive aux mêmes conclusions que son prédécesseur David Kay, qui a démissionné de façon fracassante il y a neuf mois: à savoir que la première guerre du Golfe, en 1991, et les inspections onusiennes subséquentes avaient réduit à néant les capacités irakiennes de production d'armes de destruction massive et que Saddam Hussein ne disposait pas de telles armes au moment de l'invasion américaine en mars 2003. Ce qui est venu contredire presque toutes les affirmations faites par la Maison-Blanche sur la présence d'ADM pour justifier l'entrée en guerre.

Un troisième et dernier débat a lieu mercredi prochain à Phoenix, en Arizona.

Le Devoir
Avec l'agence France-Presse

LE DEVOIR

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ACTIVISTES

«*Nous sommes des amateurs avocats, travailleurs sociaux, psychologues, traducteurs, gardiens d'enfants, journalistes*»

SUITE DE LA PAGE 1

devant le racisme et les problèmes bureaucratiques. «*Nous ne pouvions alors rien faire. Maintenant, on utilise nos forces pour appuyer les gens qui vivent ces situations*».

Il s'insurge contre le resserrement des critères de l'immigration, particulièrement dans le contexte de l'après-11 septembre où les Arabes et les musulmans peinent à faire entendre leur cause. «*Mouton une génération d'immigrants comme mes parents sont arrivés dans les années 1960-70, sans grandes compétences. Ils font maintenant partie du tissu de villes comme Montréal, Toronto, Vancouver. Ils auraient été refusés aujourd'hui: on n'accepte que les super-immigrants qui ont deux bacs et parlent quatre langues*», ironise-t-il.

Il dénonce «*l'apartheid*» fait par le système entre «*les bons et les mauvais réfugiés ou immigrants*», les premiers étant de «*bons esclaves*» et les deuxièmes, ceux qui sont peu qualifiés. Jaggi Singh rappelle que les Chinois, les Philippins et les Pakistanais qui arrivent maintenant répondent aux mêmes pressions économiques que les Français et les Irlandais débarqués par bateau au cours des derniers siècles. «*Les rues de Montréal portent maintenant leurs noms!*»

Épauler les rejetés du système

C'est avec ces rejetés du système que militent la dizaine de militants de Personne n'est illégal, s'appuyant sur un réseau élargi d'une centaine de personnes. Ils apportent ainsi leur soutien à des comités de Palestiniens, d'Algériens, de Kurdes, de Pakistanais, de Colombiens...

Pas question cependant de s'imposer: «*C'est un principe primordial que les gens directement affectés parlent pour eux-mêmes et établissent leurs demandes*». Personne n'est illégal privilégie l'action directe, qui vise directement les acteurs du système, veillant cependant à ne pas entraîner les réfugiés dans des actions de désobéissance civile qui pourraient leur être nuisibles.

Leurs appels à de grandes manifestations, comme celle tenue à Ottawa en 2002 lors du Sommet du G8 de Kananaskis, sont d'ailleurs affublés de la mention «*Bienvenue aux enfants*», pour décourager ceux qui voudraient faire du brasse-camarade. «*Mais nous qui avons la citoyenneté, nous avons une marge de manœuvre pour aller vers la désobéissance civile, lors d'action séparée*», précise Jaggi Singh, qui s'est sorti de six procès sans casier judiciaire, en se défendant lui-même.

Au-delà des manifestations, leur militantisme les transforme en hommes et en femmes-orchestres. «*Nous sommes des amateurs avocats, travailleurs sociaux, psychologues, traducteurs, gardiens d'enfants, journalistes*», illustre M. Singh. Avec l'aide d'étudiants en droit, les militants guident les réfugiés dans les dédales juridico-administratifs de l'immigration, pour qu'ils trouvent le moyen de rester légalement après

«*On peut gagner parfois. Mais pour chaque personne à qui on évite l'expulsion, il y en a dix qui sont expulsées.*»

s'être vu refuser le statut de réfugié.

Des activistes se relaient aussi pour garder les cinq enfants d'une mère Algérienne afin de lui permettre de travailler et de défendre son dossier pour ne pas être renvoyée en Algérie. Jaggi fait quant à lui l'épicerie d'une famille d'Éthiopiens sous le coup d'un ordre d'expulsion qui a trouvé refuge dans une Église montréalaise.

Maîtrisant les deux langues officielles et jouissant d'une bonne connaissance du fonctionnement de la presse, ils deviennent aussi relationnistes à leurs heures, question de sensibiliser l'opinion publique lorsque l'expulsion d'un réfugié est imminente.

Cette aptitude leur vaut le respect des organismes communautaires, généralement plus modérés. «*Dans les cas où la pression de l'opinion publique peut faire la différence, c'est le groupe le plus efficace*», croit le responsable du dossier des réfugiés à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, Richard Goldman.

Il a d'ailleurs collaboré avec le collectif lorsque la famille algérienne Seddiki-Bourouisa s'était réfugiée dans une église montréalaise en octobre 2002, après la levée du moratoire sur les renvois dans ce pays. Cet épisode avait mené à l'instauration d'un programme spécial de régularisation des sans-statut du gouvernement du Québec. «*Nous étions comme des poules sans tête à ce moment, se rappelle M. Singh. C'était assez incroyable: une famille de musulmans qui a trouvé refuge dans la plus ancienne église noire de Montréal, appuyée par la Table de concertation des organismes communautaires où travaillent plusieurs juifs et soutenue par des anarchistes. C'est ça, Montréal!*»

Cette médiatisation de cas individuels a des limites, ajoute cependant l'anarchiste: «*On peut gagner parfois. Mais pour chaque personne à qui on évite l'expulsion, il y en a dix qui sont expulsées*». Deux familles pakistanaïses, que le collectif avait soutenues, ont d'ailleurs été expulsées vers les États-Unis l'été dernier.

D'où l'importance pour les militants de maintenir la pression sur leurs revendications globales, soit l'arrêt des expulsions, la régularisation de tous les sans-papier, la fin des certificats de sécurité et de la détention d'immigrants.

Le collectif invite aussi à réfléchir aux racines du problème: «*D'une main les politiques canadiennes encouragent le processus d'appauvrissement au sud, on crée les conditions pour que les gens quittent leur terre et, quand ils arrivent, on se demande si on a la capacité de les accueillir*», dénonce M. Singh, convaincu que le Canada pourrait laisser entrer au moins quatre fois plus d'immigrants que les quelque 200 000 acceptés annuellement.

«*C'est encore modeste comme mouvement. Nous sommes juste au début*», conclut le militant, qui a aménagé ses quelques contrats d'écriture pour avoir le maximum de temps pour continuer la lutte.

Le Devoir

«*Si on ne s'organise pas pour lutter, il n'y a pas d'espoir*»

CLAIRANDRÉE CAUCHY

«*Certaines personnes choisissent d'être des militants, d'autre le deviennent par nécessité*». Cette affirmation de Jaggi Singh résume bien les deux types de militants de l'immigration.

Depuis quelques années, divers groupes de réfugiés déboutés par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) s'organisent pour lutter contre leur expulsion et rester légalement au pays.

Les activistes aguerris de l'organisme «Personne n'est illégal» ont contribué à former ces «*militants par nécessité*» aux rudiments du «*métier*». «*Ils nous ont montré comment organiser une manifestation, approcher les médias, sensibiliser les étudiants à notre cause. Ils nous ont dit qu'il importait de sensibiliser l'opinion publique à notre cause pour accroître la pression sur le gouvernement*», explique Ahmed Mustapha, membre de la Coalition contre la déportation des réfugiés palestiniens.

Comme une quarantaine de ses compatriotes, on lui a refusé le statut de réfugié alors qu'il est pourtant né réfugié dans un camp libanais. «*C'est injuste qu'il n'y ait pas de système d'appel alors que les demandes sont entendues par un seul commissaire [plutôt que deux avant la révision de la loi]*», dénonce M. Mustapha, soulignant qu'il est arrivé à trois reprises qu'un frère soit accepté

alors que la demande de l'autre était rejetée.

Cette coalition a notamment organisé un camp de réfugiés symbolique l'automne dernier, une manifestation en avril dernier et une autre il y a quelques semaines. «*Si on ne s'organise pas pour lutter, il n'y a pas d'espoir. On ne ferait qu'attendre l'avis de déportation*», poursuit ce Palestinien de 26 ans qui a étudié en génie chimique et s'exprime dans un français très clair.

Dans le cas des Algériens menacés de renvoi après la levée du moratoire sur les expulsions dans ce pays, en 2002, la bataille a été fructueuse. Pour étudier les demandes des Algériens, Québec a instauré une procédure spéciale au terme de laquelle 93 % ont été acceptés comme immigrants sélectionnés.

«*Sans "Personne n'est illégal", nous n'aurions jamais eu un tel parcours. Nous n'avions que l'angoisse de la déportation dans le ventre. Ils sont venus à nos rencontres, nous ont proposé de l'aide, de l'information sur les lois, sur nos droits, et des idées d'autres luttes passées*», confie Ismaël Behlouli.

M. Behlouli avoue ne jamais avoir discuté des orientations idéologiques du petit groupe. «*Cela reste un point d'interrogation pour nous*», confie l'Algérien, soulignant que les militants ont toujours pris soin de les tenir à l'écart des actions plus délicates.

Le Devoir

AUQUE

personne ne sort de la ville: c'est trop dangereux.»

Comment travailler dans de telles conditions? Roger Auque sort de temps en temps pour prendre le pouls de la ville, mais il travaille beaucoup plus au téléphone avec un vaste réseau de correspondants, d'amis irakiens, de journalistes, de policiers, de ministres irakiens, de membres de l'état-major américain-britannique. «*Je limite mes déplacements parce que je n'ai pas envie d'être pris en otage, dit-il. J'y pense; c'est un flash-back de 20 ans en arrière, c'est un peu lourd psychologiquement*».

Alors, pourquoi continuer? La réponse est étonnante: «*On ne m'a rien proposé de mieux... Et puis, c'est certain que comme journaliste, on veut être là où ça se passe, et j'ai la passion de mon métier. Mais je me demande de plus en plus si le jeu en vaut la chandelle*».

Il est convaincu que la situation va encore se dégrader. «*Les trois mois qui viennent sont les plus dangereux, explique-t-il. La guérilla irakienne va multiplier les attentats pour semer le chaos et empêcher les élections prévues en Irak en janvier*».

Cette guérilla, «*ce sont 40 groupes basés à Fallouja, chaque groupe étant autonome, avec des passerelles de l'un à l'autre*».

Dans chacun de ces groupes, on trouve plusieurs individus: de simples Irakiens, résistants de la pre-

HÔPITAL

SUITE DE LA PAGE 1

À paraître mercredi prochain, l'article du sérieux hebdomadaire médical montre en effet que le réseau sociosanitaire de l'hôpital Notre-Dame souffre de lacunes certaines. Comme 212 autres établissements québécois (70 %), l'hôpital Notre-Dame, affilié au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), utilise un logiciel pour gérer son entretien ménager, logiciel par ailleurs recommandé par l'Association des hôpitaux du Québec. Fabriqué par GES Technologies, le logiciel PROPRE ne serait toutefois pas infallible. En effet, l'enquête menée par le journaliste Jocelyn Desjardins a montré que de graves soupçons pèsent sur la direction de l'hôpital Notre-Dame, qui aurait en quelque sorte détourné le logiciel de son but premier.

Les accusations viennent de deux camps. La première salve a été tirée par le Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'hôpital Notre-Dame (STTHND), qui affirme détenir des «*preuves*». Les récriminations ne datent pas d'hier. Dans un avis daté du 15 avril 2003 qu'il avait fait parvenir au directeur de l'unité de prévention des infections, le Dr Pierre Saint-Antoine, le syndicat dénonçait déjà le fait que le «*devis technique qui avait été préparé par la direction du service d'entretien avec le logiciel PROPRE ne répondait pas aux normes de prévention du CHUM, notamment en ce qui concerne l'entretien des chambres autres que spécialisées*».

Le syndicat dénonçait également dans cet avis une pratique déjà en cours à cette époque, celle de ne prévoir que 248 jours sur 365 pour la routine quotidienne des chambres, une pratique contraire au chapitre II du *Guide de prévention de l'hôpital* et aux sections 18 et 19 du Règlement sur la santé et la sécurité du travail, qui indiquent que les salles de bains doivent être désinfectées tous les jours. Un an et demi plus tard, la situation n'aurait pas changé, selon la présidente du syndicat, Jocelyne Fortier.

D'autres doutes sont également parvenus aux oreilles de *L'Actualité médicale* par l'entremise du vice-président à l'hygiène et à la salubrité chez GES Technologies, Jean Foucault. «*Nous avons eu beaucoup de preuves. Toutes les fois où nous avons inspecté les lieux, il y avait plein d'erreurs!*».

Tel qu'il a été conçu, le logiciel de GES Technologies peut paramétrer à la baisse certains locaux, tout comme il peut changer les période d'entretien si on le lui indique, ce qui a forcément un effet direct sur la durée et l'intensité des routines. Le problème, c'est que GES Technologies a vite été écartée du dossier, notamment lors de l'étape cruciale du prototypage, que Notre-Dame a entrepris de faire seul.

Ceci fait en sorte que, selon des observations faites par le syndicat, un préposé dispose désormais de 11 minutes pour nettoyer 19 salles d'examen, de cinq minutes pour sept salles d'attente et de trois minutes et demie pour six salles de prélèvement.

En résumé, ce qui doit être quotidien n'est fait, dans plusieurs cas, que cinq jours sur sept. Un de ces cinq jours, les travaux hebdomadaires sont ajoutés à l'ordinaire alors que, pour les quatre autres jours, le temps alloué à chaque tâche est minime. Enfin, deux jours sur cinq, soit les fins de semaine, le travail d'entretien n'est fait qu'en cas d'urgence.

Joint hier par *Le Devoir*, le service des communications de l'hôpital Notre-Dame a assuré que le logiciel fonctionne très bien et qu'il établit les routes de travail et les fréquences d'entretien de façon à assurer une répartition «*équitable*» de la charge de travail. Il ne nie cependant pas qu'il soit possible d'y entrer des paramètres particuliers. «*La technologie utilise des standards préétablis, a expliqué Annie-Carole Martel. Donc, on peut effectivement entrer des paramètres particuliers tels les espaces, les tapis, les revêtements, etc. Maintenant, pour ce qui a trait aux heures et à la fréquence, cela ne peut être modifié d'aucune manière*».

Pour la directrice des services d'entretien de l'hôpital, Sylvie Boudreau, le détail des routes relève d'ailleurs encore de GES Technologies. Pourtant, depuis que le dossier lui a été retiré, cette entreprise affirme ne pas avoir touché aux routes. Au moment de son départ, les trois quarts des routes ne fonctionnaient pas du tout, a confié M. Foucault.

Hier, le CHUM se défendait d'avoir modifié les standards. «*Pour faire les choses efficacement, on n'a pas le choix d'entrer les bons standards, sinon ce ne serait pas équivalent*», a assuré Annie-Carole Martel, rappelant que le logiciel est massivement utilisé au Québec.

Le CHUM a également tenu à rappeler qu'au cours des dernières années, des investissements de l'ordre de 30 millions de dollars ont été réalisés à l'hôpital Notre-Dame, avec l'aide financière du ministère de la Santé et des Services sociaux et de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, pour des mises à niveau de normes de sécurité vétustes et l'amélioration des locaux dédiés aux soins aux patients.

Depuis la mise en place de la réforme Rochon, le réseau sociosanitaire québécois a perdu en dix ans 6500 employés auxiliaires, dont un bon nombre d'employés d'entretien.

Le Devoir

mière heure à l'occupation, puis des «*islamistes, des fous d'Allah qui s'inspirent d'al-Qaïda*», et «*des bandits qui étaient en prison avant l'occupation*».

Mais «*les plus dangereux parce que les plus professionnels et les mieux entraînés, ce sont les anciens officiers de Saddam Hussein, qui faisaient partie de son élite et qui ont rejoint la guérilla ces derniers mois. Ils sont en train de préparer une grosse insurrection. Ils ont placé des armes et des explosifs partout dans la ville. Je crois que la vraie guerre de Bagdad se déroulera bientôt*».

Roger Auque croit également qu'après l'élection présidentielle américaine, à un certain moment au cours de l'hiver, les Américains vont se retirer. «*Aucune démocratie ne peut supporter de voir ainsi au moins un de ses soldats tué chaque jour. Les Américains vont probablement donner les clés du pays à la communauté chiite musulmane, qui forme la majorité de la population. Mais cette communauté est maintenant noyauté par les islamistes radicaux, ce qui risque de mener à la création d'un État islamiste radical ou, dans une autre version, d'une partition de l'Irak. Et en partant, les Américains vont sûrement vouloir se négocier le contrôle des puits de pétrole du sud du pays*».

Le Devoir